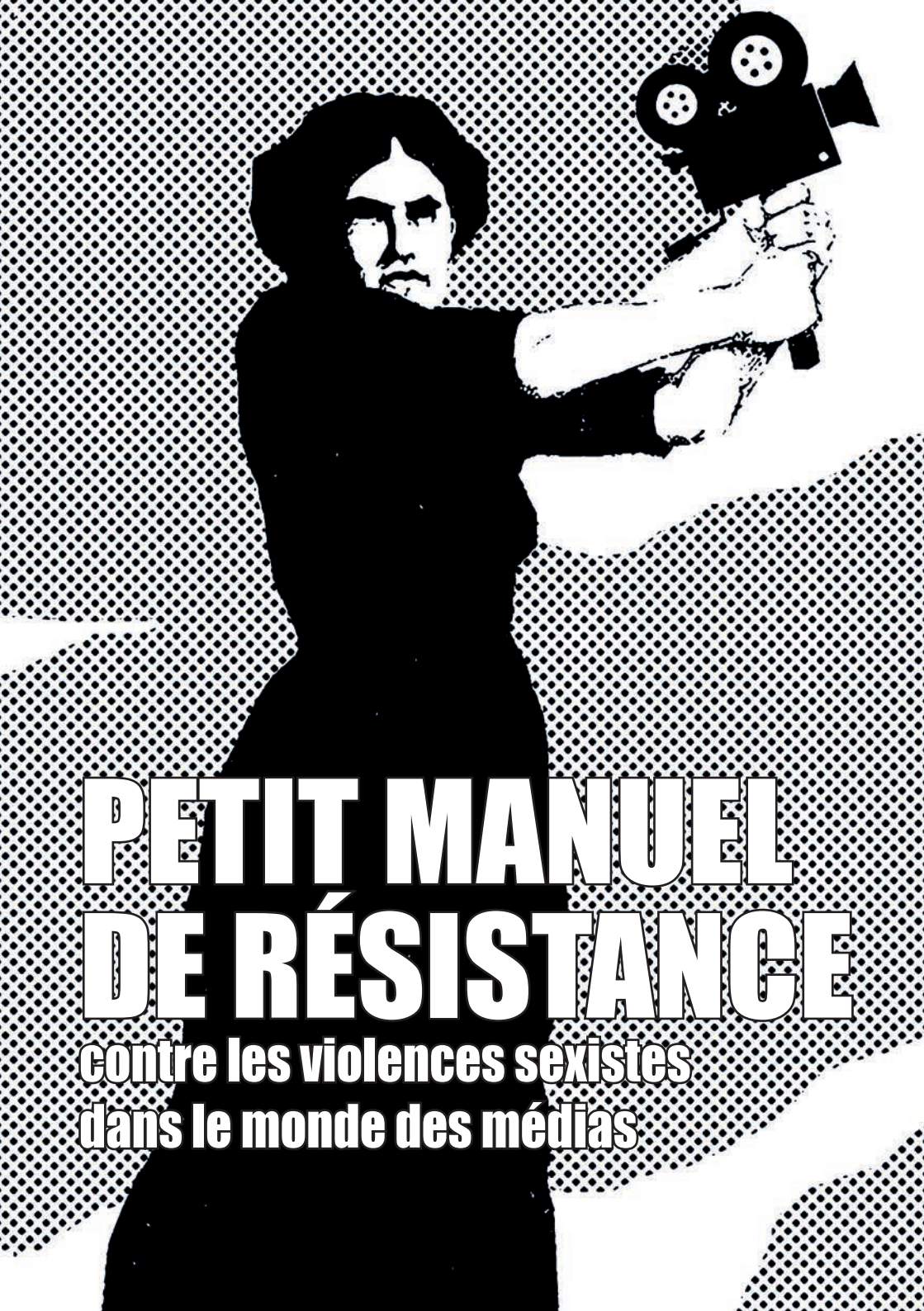




PETIT MANUEL DE RÉSISTANCE

**contre les violences sexistes
dans le monde des médias**





PETIT MANUEL DE RÉSISTANCE

**contre les violences sexistes
dans le monde des médias**

LES AUTRICES



Audrey Gondallier

Depuis quinze ans, Audrey Gondallier anime ateliers et formations sur la lutte contre les discriminations, les rapports sociaux, la participation citoyenne et le pouvoir d'agir. Depuis 2022, avec Marie de Souza, elle cofonde la FAP (Formation - Animation - Participation), association d'éducation populaire engagée dans des actions de transmission.

Pendant plusieurs années, elle milite au sein d'une association de solidarité internationale engagée contre le VIH auprès des femmes, puis cofonde en 2017 une association féministe et lesbienne agissant contre les violences faites aux femmes.

Formée en éducation populaire, analyse systémique et méthodes participatives, elle obtient un DEJEPS en 2013, puis un Master en sociologie et anthropologie du genre en 2019. Elle coordonne aujourd'hui Pas sans Nous, le syndicat des habitant·es des quartiers populaires.

Flora Beillouin vit à Barcelone, où elle écrit, grave, imprime, superpose. Journaliste et autrice, elle conçoit et anime des ateliers et des formations en éducation aux médias, interrogeant les mécanismes de l'information et du récit.

Après avoir fait ses premiers pas comme journaliste (*L'Humanité, Article 11*), elle poursuit un travail graphique et narratif où l'enquête prend des formes multiples : dessiner pour comprendre, écrire pour dévoiler. Son travail d'illustration, nourri par l'estampe (eaux-fortes, xylogravures, lithographie), explore dans le trait ce qui résiste, dans l'encre ce qui traverse. Elle écrit de la poésie et des documentaires, dont *Écoute les murs tomber* (2022), un long-métrage sur la violence aux frontières. En 2019, elle cofonde le collectif La Friche à Roubaix, où elle coordonne notamment la revue *Contre-Jour*.

Flora Beillouin



DEBOUT ! les FEMMES

ÉDITO

Les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) sont une problématique majeure dans la société, et le secteur des médias ne fait pas exception. Dans son étude *Violences et harcèlements sexistes et sexuels*, la SCAM (société civile des auteurs multimédia) révélait en 2024 que 39 à 41 % des victimes ou témoins n'en parlent jamais, souvent par crainte des répercussions. La culture de la compétitivité au sein des rédactions alimente ce silence, rendant indispensable une transformation structurelle pour garantir un environnement de travail plus sûr et équitable.

Les VHSS s'inscrivent dans des dynamiques de pouvoir profondément enracinées. En tant qu'acteurs clés de la construction des normes sociales, les médias ont souvent reproduit des biais et stéréotypes, notamment dans la couverture des questions de genre et LGBTQIA+ (lesbiennes, gays, bisexuel·es, transsexuel·les, queer, intersexes, asexuel·les, etc.)

Aujourd'hui pourtant, des initiatives émergent, porteuses d'espoir, avec des médias dédiés qui cherchent à décrypter les révolutions féministes et queer, contribuant ainsi à une représentation plus inclusive.

Depuis dix ans, l'éducation aux médias et à l'information (EMI) joue aussi un rôle essentiel dans cette lutte, en aidant les jeunes à décrypter les biais de l'information et à identifier les mécanismes de la violence.

Sensibiliser les élèves aux biais de l'information, de la publicité ou des productions culturelles leur permet de prendre conscience des préjugés et d'apprendre à les déconstruire. En leur donnant les outils pour analyser ces mécanismes, l'EMI accompagne les jeunes dans la construction d'un regard critique, éclairé, les aidant à identifier les comportements problématiques pour mieux y faire face dans le monde de demain.

C'est dans cette perspective qu'EMI'cycle - réseau des acteur·rices de l'EMI des Hauts-de-France - et la Fédération d'Audiovisuel Participatif (FAP), s'associent pour réaliser ce livret pédagogique sur les VHSS dans le monde des médias. Il est conçu en complément de la formation proposée par la FAP aux journalistes et praticien·nes de l'EMI, animée par Audrey Gondallier et Flora Beillouin, autrices de cette publication. Ce projet vise à outiller le secteur pour transformer durablement ses pratiques.

Emmanuelle Dancourt, MeTooMedia

« Il nous fallait agir »



Fonds d'archives libres Piry, La Voix des femmes.

Fondatrice de MeTooMedia, Emmanuelle Dancourt revient sur l'impact de cette plateforme dédiée à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Elle aborde également les enjeux de la visibilité des victimes et l'importance de créer des espaces sûrs pour partager des expériences.

D'où est venue l'envie de créer MeTooMedia ?

Cette asso, elle a été constituée dans l'urgence de devoir agir et soutenir toutes les victimes du milieu des médias. Cela fait suite au moment où Florence Porcel porte plainte pour viol contre Patrick Poivre d'Arvor, en février 2021. Un mois plus tard, celui-ci tente de

se excuser sur l'émission *Quotidien*. Indignées, 22 femmes témoignent et portent plainte. C'est ainsi que MeTooMedia voit le jour, en novembre 2021, en s'exprimant dans *Libération*. Parmi les fondatrices, des victimes sont concernées par l'affaire. La notoriété de certaines d'entre elles nous a alors permis d'alerter l'opinion publique, le gouvernement et l'industrie des médias, parce qu'il nous fallait agir face à l'impunité. Parce que la vie des femmes en dépend.

Comment se passe le soutien aux victimes ?

D'abord, il s'agit de prendre en charge des femmes victimes de tous les métiers de la culture. Force est de constater que nous, les femmes, sommes

face à l'impunité »

souvent seules dans ce parcours, dès le moment du dépôt de plainte. Lorsqu'on a lancé l'association, nous avons reçu de nombreuses sollicitations. Au début, nous nous sommes toutes formées sur le tas, via les formations en ligne proposées par le collectif Nous Toutes, nécessaire comme première base pour accueillir, soutenir et orienter les victimes. Très vite on s'est entouré d'avocat·es, de psychologues, d'écouter·es pour accompagner les victimes. Nous mettons également en relation les victimes qui nomment un même auteur connu.

La formation est un enjeu important dans votre association, de quelle manière ?

Elle est essentielle pour déconstruire les préjugés, les mécanismes d'oppression et dénoncer les VHSS, nous en animons auprès des actuel·les et futur·es journalistes. On lance également une formation d'écouter·es, « Je te crois », avec une spécificité médias.

Comment l'association se positionne dans l'espace politique autour de la lutte contre les VHSS ?

Nous menons des actions militantes et notamment du plaidoyer. En effet, MeTooMedia prend une part active dans la Coalition Féministe pour une loi intégrale. Cette proposition de loi vise à mener une politique publique continue et coordonnée. Les moyens

dédiés à la lutte contre les VHSS sont insuffisants, malgré les effets d'annonce du premier mandat du président Macron, qui avait fait de la lutte contre les violences une grande cause nationale. On est également auditionné par la Commission d'enquête relative aux violences commises dans les secteurs du cinéma, de l'audiovisuel, du spectacle vivant, de la mode et de la publicité, présidée par Sandrine Rousseau. C'est une opportunité importante pour témoigner et médiatiser ces violences afin qu'elles soient mises à l'agenda politique. C'est aussi un moyen de faire témoigner les victimes que l'association accompagne, pour que les récits de ces femmes ne soient pas vains et que la portée de ces témoignages, relayés, soient une fenêtre ouverte pour une vraie politique contre les VHSS.

L'association s'exprime-t-elle publiquement en cas de propos sexistes ?

Oui, évidemment, nous luttons contre les VHSS et contre la culture du viol, et on s'exprime publiquement lorsque c'est nécessaire. Ça a été le cas en décembre 2023 pour dénoncer le soutien du Président Macron à Gérard Depardieu. J'étais tellement furibarde que j'ai écrit une lettre au Président, et ensuite c'est devenu une tribune avec plus de 7000 signatures.

• Propos recueillis par Audrey Gondallier



VOUS ÊTES VICTIME ET VOUS SOUHAITEZ DE L'AIDE ?

> temoignages@metoomedia.org

VOUS VOULEZ PLUS D'INFOS ?

> contact@metoomedia.org



Le saviez-vous ?

Du procès de Bobigny à l'affaire Mazan : 50 ans de traitement médiatique des VHSS

Fonds d'archives libres Picryl, Procès de Bobigny.



Au cours des cinquante dernières années, le traitement médiatique des affaires de violences sexuelles en France a considérablement évolué, passant d'une approche centrée sur le fait divers à une mise en lumière des structures de domination masculine. Deux procès emblématiques illustrent cette transformation : le procès de Bobigny en 1972 et le procès de Mazan en 2024.

En 1972, Marie-Claire Chevalier, 16 ans, est jugée pour avoir avorté après un viol. Défendue par Gisèle Halimi, son procès devient un symbole de la lutte pour le droit à l'avortement en France. Sa médiatisation révèle les injustices des avortements clandestins, contribuant à faire évoluer l'opinion publique et ouvrant la voie à la loi Veil de 1975, qui dépénalisera l'avortement en France. Cinquante-deux ans plus tard, le procès de Mazan marque une nouvelle étape dans la reconnaissance des violences sexuelles. Gisèle Pelicot, victime de viols répétés orchestrés par son mari et ses complices, refuse le huis clos et transforme son affaire en un procès politique.

En médiatisant son combat, elle expose la banalité du mal et déconstruit l'image du violeur comme un « monstre » isolé.

Entre ces deux affaires, le traitement médiatique des violences sexuelles a évolué vers plus d'empathie et d'engagement. Aujourd'hui, les médias jouent un rôle clé dans la mise à l'agenda politique des violences sexistes et sexuelles, en donnant la parole aux victimes et en dénonçant les structures qui perpétuent ces violences.

ELLES L'ONT FAIT

Les journalopes

Les journalopes est un collectif de femmes journalistes indépendantes (parmi lesquelles Laurène Daycard - autrice du livre *Nos absentes : à l'origine des féminicides*, Judith Duportail - podcast *On ne peut plus rien dire* sur Binge audio...). Elles ont organisé en mai 2024 la première édition du Festival des journalopes.

Tu piges

Tu piges est un collectif de pigistes actif sur les questions de discriminations, de santé, de mouvements sociaux, de féminismes ou encore de migrations et d'environnement.

You Press

You Press est un collectif de pigistes actif sur les questions de genre et à l'origine de l'enquête primée *Femmes à abattre* sur les féminicides politiques.

Medfeminiswiya

Medfeminiswiya est un réseau féministe qui rassemble des femmes journalistes travaillant dans la région méditerranéenne pour encourager une culture de diversité et la solidarité.

Objectif : faire entendre leurs voix et se donner les moyens de produire leurs propres contenus en se soutenant mutuellement.

Prenons la Une

Prenons la Une, collectif créé en 2014, est aujourd'hui une association composée de journalistes qui militent « pour une juste représentation des femmes dans les médias et l'égalité dans les rédactions ». Elles organisent des événements, rédigent des tribunes, interviennent dans des écoles, et proposent également de l'aide juridique contre le harcèlement sexiste et sexuel dans les rédactions.



CELLULE DE SOUTIEN

> <https://prenonslaune.fr/>

[cellule-ecoute-violences-sexistes-et-racistes/](https://prenonslaune.fr/cellule-ecoute-violences-sexistes-et-racistes/)



RESSOURCES

Ce que dit la loi

« La violence faite aux femmes désigne tout acte de violence fondé sur l'appartenance au sexe féminin, causant ou susceptible de causer aux femmes des dommages ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, et comprenant la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée. »

Déclaration de l'ONU sur l'élimination de la violence contre les femmes – 1993

Distinguer les cinq types de violences

1

Violences administratives

Rétention de passeport, empêcher d'avoir des papiers, pas d'accès aux courriers.

2

Violences économiques

Surveiller le compte en banque, toucher le salaire de sa conjointe, refuser de payer la pension alimentaire, inégalités salariales.

3

Violences psychologiques

Humiliation, dévalorisation, injures, abîmer, casser/ confisquer des objets, ne plus parler, empêcher de dormir, harcèlement moral.

4

Violences physiques

Coups, brûlures, piqures, empêcher de sortir, morsures, étranglement.

5

Violences sexuelles

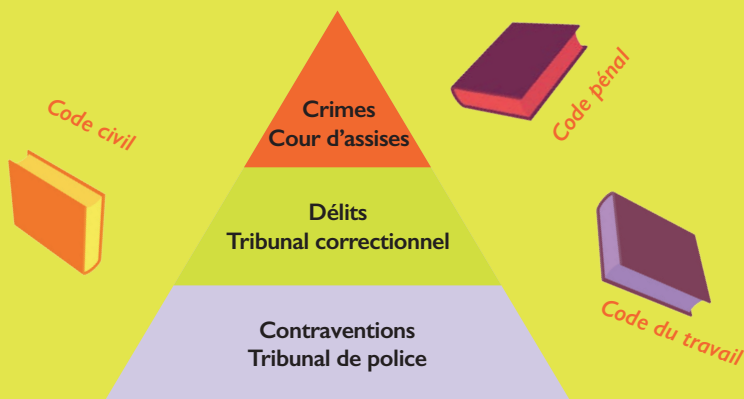
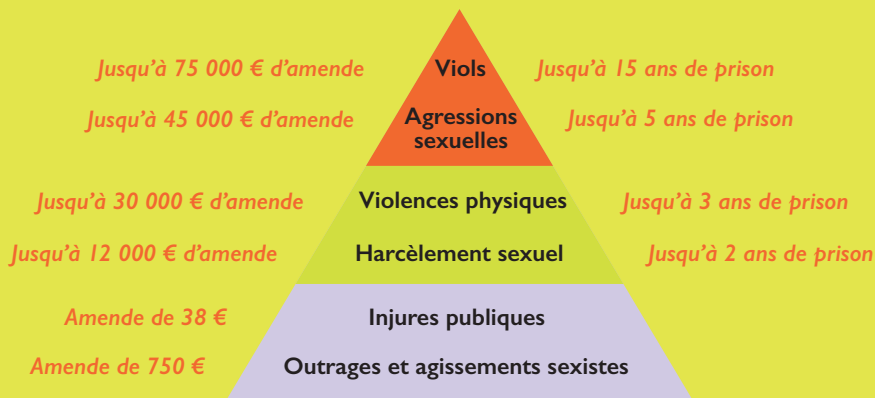
Harcèlement sexuel, cyber-harcèlement, revenge porn, agression sexuelle, tentative et/ou viol, mutilations sexuelles, mariage forcé.

La pyramide des violences

Quelle est la tendance générale lorsqu'on est face à un fait de violence ?

La banalisation, la dévalorisation, le déni.

Connaître précisément les qualifications, c'est empêcher cette banalisation.



Le plan de lutte contre les VHSS du Ministère de la Culture

Depuis 2022, les entreprises culturelles soutenues par le Ministère de la Culture doivent respecter les obligations légales pour lutter contre les VHSS, inscrites dans le code du travail, former les personnes qui encadrent les employés et les personnes référentes pour éviter les VHSS, sensibiliser les employés sur les VHSS, accompagner les témoins ou victimes qui signalent une VHSS et évaluer les actions mises en place pour lutter contre les VHSS.

Marion Dalibert, Laboratoire GERiico

« Les violences sexistes ne sont



Fonds d'archives livres Picryl. Affiche « Une femme est une femme »

Marion Dalibert est maîtresse de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Lille, affiliée au laboratoire GERiico. Ses recherches portent sur les représentations médiatiques des identités, en particulier les dynamiques de genre, de race et de classe dans la culture populaire et les médias d'information généralistes.

Pensez-vous que les représentations médiatiques genrées légitiment les violences sexistes et sexuelles ?

Les travaux en sciences sociales montrent que les représentations genrées dans les médias associent souvent les femmes et les hommes à des caractéristiques distinctes mais complémentaires, représentations

qui tendent à asseoir l'idée que les femmes et les hommes seraient deux entités différentes « par nature ». Ces caractéristiques reposent la plupart du temps sur un jeu d'opposition, les femmes sont associées à l'espace privé, à la maternité ou encore à la douceur, tandis que les hommes sont affiliés à l'espace public, au pouvoir politique, à la force. Les représentations médiatiques participent ainsi à normaliser les rôles de genre dans la société mais aussi à fixer des normes de genre : ce qui est « normal » ou « pas normal » d'être, de faire ou encore ce à quoi l'on doit ressembler quand on est une femme ou un homme, que ce soit dans le monde professionnel, des loisirs ou dans le champ de la sexualité. À cet égard, certains films ont pu être accusés ces dernières années de

plus socialement admissibles »

faire la promotion d'une « culture du viol », en romantisant le fait qu'un personnage masculin (le héros souvent, ou du moins un personnage valorisé dans le récit) force un personnage féminin à échanger un baiser et/ou à avoir une relation sexuelle, sans que celui-ci ait donné son consentement. La scène montre d'ailleurs souvent le personnage féminin comme ayant donné, au début, des signes de désaccord mais, très vite, il est donné à voir comme ravi et prenant du plaisir. Ce type de scènes assoit l'idée que les femmes sont d'accord pour partager une relation intime et sexuelle avec un homme, même quand elles la refusent. Or, ces dernières années, en lien avec le mouvement MeToo, les films qui contiennent ce type de scènes ont été mis en cause dans l'espace public. Ainsi, le curseur de ce qui est considéré comme socialement acceptable a évolué. On peut même penser que la médiatisation importante dont font l'objet les violences sexistes et sexuelles ces dernières années est significative du fait que celles-ci ne sont pas/plus socialement admissibles, ce qui participe à légitimer leur contestation hors du champ médiatique.

Quelles transformations avez-vous observées depuis les années 1980, où les médias français semblaient accorder une visibilité moindre à la question des rapports de genre ?

Les médias rendent compte de la problématique du sexisme depuis les années 1980, mais l'associent, en ce qui concerne la France, plutôt aux personnes racisées qui vivent dans les banlieues. Les nombreux travaux menés sur la couverture médiatique de « la banlieue » montrent que celle-ci est particulièrement stigmatisante à l'égard de ce territoire, notamment parce qu'elle met en scène une figure collective non-blanche, celle du « jeune garçon des banlieues », qui va être présentée négativement dans les médias depuis les années 1980, et ce en étant affiliée à la délinquance, à la violence et au sexisme. Particulièrement médiatisée à partir des années 2000, cette figure va être présentée comme intrinsèquement sexiste en étant associée à plusieurs récits médiatiques rendant compte des violences morales, verbales, physiques et sexuelles subies par les femmes dans les banlieues, à l'instar du problème public des viols collectifs, souvent appelés « tournantes ». La couverture médiatique du meurtre de Sohane Benziane, adolescente brûlée vive dans un local à poubelles d'un immeuble de la cité Balzac de Vitry-sur-Scène en 2002, ou encore du mouvement Ni putes ni soumises à partir de 2003 renforce cette construction médiatique. La médiatisation du mouvement transnational MeToo à

partir d'octobre 2017 marque une évolution car le problème public du sexisme va être présenté, en France, comme concernant également les femmes blanches. En outre, l'intense médiatisation de MeToo à partir d'octobre 2017 va conduire à ce que les violences faites aux femmes soient présentées aux yeux de la communauté nationale, en tant que problème de société. D'ailleurs, la formule « violences sexistes et sexuelles » est employée régulièrement dans les médias à partir du 15 octobre 2017, en lien avec le mouvement MeToo, mais aussi à l'occasion de l'annonce par Marlène Schiappa, alors secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations, d'un projet de loi « contre les violences sexistes et sexuelles ».

Finalement, c'est comme si la médiatisation du mouvement MeToo avait conduit à authentifier les violences subies par les femmes par le biais des nombreux témoignages mis en avant dans la presse...

Oui, c'est comme si le problème public du sexisme était légitimé, alors qu'auparavant les récits médiatiques réactivaient le « mythe de l'égalité déjà-là » (pour reprendre la formule de Christine Delphy), du moins en ce qui concerne les femmes blanches. Par exemple, les assassinats de femmes par un conjoint ou un ex-conjoint sont aujourd'hui généralement présentés sous l'angle du « féminicide » alors, qu'auparavant, ils étaient plutôt

dépeints comme « faits divers » ou « crimes passionnels », ainsi que l'a mis en avant la chercheuse Giuseppina Sapio. La problématique du « consentement » est aussi mise sur le devant de la scène, à l'occasion du débat public portant sur l'âge minimal du consentement sexuel en 2017, puis de la médiatisation du livre éponyme de Vanessa Springora.

Quels sont les critères qui expliquent une visibilité médiatique inégale entre les différents mouvements féministes ?

Mes recherches interrogent la construction de « la francité » dans les médias d'information nationaux. Les médias d'information participent à alimenter le système de représentations de cette idée d'identité nationale ou, en d'autres termes, de qui est « français ·e » et qui ne l'est pas - d'un point de vue symbolique car, juridiquement, est considéré ·e comme français ·e celle ou celui qui en a la nationalité. Ce métarécit national républicain, qui associe la francité à la République et à ses valeurs, affine le respect de ces dernières aux groupes majoritaires, à savoir à ceux qui ont le plus de pouvoir social, économique et culturel. Ainsi, les groupes qui sont associés à la blancheur, à la masculinité, à l'hétérosexualité et aux classes supérieures sont les plus valorisés dans les médias car ils sont présentés comme incarnant une autorité morale républicaine. À l'inverse, ceux qui sont montrés comme les moins respectueux de ces valeurs sont plutôt les groupes minorisés : classes populaires, minorités

ethnoraciales, c'est-à-dire les groupes qui ont peu de pouvoir social, culturel et économique. Ce métarécit est activé dans la médiatisation des mouvements féministes, ce qui explique - en partie - le différentiel de visibilité de ces collectifs. Les mouvements sociaux qui bénéficient d'une couverture médiatique intense ont des revendications qui font écho au métarécit national républicain. J'ai analysé la médiatisation de plusieurs mouvements

féministes constitués dans les années 2000 et 2010 : Ni putes ni soumises, Femen (en collaboration avec Nelly Quemener), Osez le féminisme !, la Barbe, Lallab, Mwasi et MeToo entre 2002 et 2019. Ce que j'ai observé, c'est que seuls trois mouvements ont fait l'objet d'une médiatisation

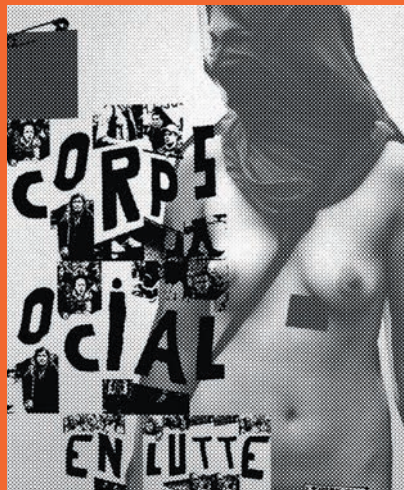
régulière et valorisante. Ces trois collectifs sont Ni putes ni soumises, Femen et MeToo. La couverture de Ni putes ni soumises a mis en scène une victime et un coupable de sexisme racisé · es et associé · es aux banlieues françaises, celle de Femen a territorialisé le sexisme à l'Ukraine et la Tunisie. Dans la médiatisation de Ni putes ni soumises et de Femen, les femmes de nationalité française affiliées à la blancheur et aux classes moyennes

supérieures ont été associées à deux rôles dans les médias : celui de non-concernées par le sexisme et d'alliées des victimes.

Il faut attendre le mouvement MeToo pour que les femmes blanches des classes moyennes ou des classes supérieures soient dépeintes dans les médias comme pouvant subir du sexisme ?

Oui, lorsque le mouvement MeToo émerge dans les médias, les femmes

blanches des classes moyennes supérieures sont décrites comme ayant pu subir du harcèlement, des agressions sexuelles, un viol, de la part d'un supérieur hiérarchique. Néanmoins, ces femmes ne sont pas présentées comme étant « écrasées » par le sexisme, contrairement



Fonds d'archives libres Picryl, Affiche Sébastien Marchal.

aux femmes racisées vivant dans les banlieues. Les coupables de sexisme mis en scène dans la médiatisation de MeToo apparaissent, eux, sous les traits de « l'homme blanc de pouvoir », qui userait de sa position sociale pour dominer, agresser et/ou violer les femmes. Cette figure a la particularité de ne pas incarner un groupe social : elle est présentée sous les traits d'individus, contrairement à la figure du « jeune garçon des banlieues ».

L'homme blanc de pouvoir renvoie à une minorité d'individus socialement disqualifiés car présentés comme des exceptions négatives et repoussoirs du groupe social des hommes blancs des classes moyennes supérieures qui, lui, revêt le rôle d'allié des victimes, voire celui de complice, mais jamais celui de coupable de sexisme.

Pensez-vous que les réseaux sociaux aient modifié la visibilité des collectifs féministes ces dernières années ?

Comme le soulignent Josiane Jouët, Katharina Niemeyer et Bibia Pavard

qui ont travaillé sur le féminisme en ligne, les femmes ont un accès limité à l'espace public formalisé par les grands médias. Internet et les médias sociaux apparaissent donc comme des territoires à investir pour formaliser et publiciser une parole féministe. Cette parole en ligne peut ensuite être reprise dans les médias grand public. Ainsi, sans les médias sociaux, le mouvement transnational MeToo n'aurait peut-être jamais vu le jour.

•Propos recueillis par Flora Beillouin



DÉFENDRE L'ÉGALITÉ ET L'INCLUSION DANS L'AUDIOVISUEL

> collectif5050x2020@gmail.com

Le Collectif 50/50 agit pour une représentation égalitaire dans le cinéma et l'audiovisuel en dénonçant l'exclusion des femmes et des minorités.



Le saviez-vous ?

Comment le « female gaze » - ou « regard féminin » - révolutionne le récit

Fonds d'archives livres Picryl. Congress to unite women.



Contrairement au « male gaze », qui cadre les femmes comme objets de désir masculin, le « female gaze » met l'accent sur l'expérience intérieure des personnages. Laura Mulvey, dans son essai *Visual Pleasure and Narrative Cinema* (1975), analyse comment le cinéma classique structure le désir autour du regard masculin. Récemment, des chercheuses comme Jill Soloway (*The Female Gaze*, 2016) et Alison Butler (*Women's Cinema: The Contested Screen*, 2002) approfondissent cette notion, expliquant que le « female gaze » propose une grammaire visuelle alternative, centrée sur l'affect et la subjectivité. Dans *Portrait de la jeune fille en feu* de

Céline Sciamma, la caméra se concentre sur la perception, les émotions, invitant les spectateur·ices à ressentir plus qu'à consommer. Ce renversement déplace la focale vers des dynamiques relationnelles non hiérarchiques.

ELLES L'ONT FAIT

Action directe avec La Barbe

Leur slogan ? « Être une femme à barbe parmi les hommes de pouvoir. Consentir en silence à la suprématie des hommes et semer la confusion des genres. » Créé en 2008, le collectif féministe français La Barbe se fait connaître par ses interventions ironiques dénonçant la surreprésentation des hommes dans les sphères de pouvoir.

Né d'une indignation face à l'absence de parité dans les médias, la culture, la politique ou l'économie, le collectif utilise des actions symboliques pour attirer l'attention sur le sexisme systémique.

Les militantes, affublées d'une fausse barbe, multiplient les irruptions publiques dans des conseils d'administration, conférences ou cérémonies officielles.

Elles se rendent également sur des plateaux de télévision, où elles marquent les esprits en dénonçant des chiffres accablants, comme la faible proportion de femmes à la tête des rédactions ou en tant qu'expertes invitées.

Une de leurs actions les plus médiatisées a lieu lors d'une conférence sur la finance organisée par *Valeurs Actuelles*, où le collectif interrompt les débats pour « remercier les dirigeants masculins de maintenir une excellence patriarcale sans faille. »

<https://labarbelabarbe.org>



DANS LE RÉTRO

Ni putes ni soumises, le docu

Sorti en 2005, *Ni putes ni soumises : Itinéraire d'un combat*, réalisé par Margherita Caron, retrace l'histoire du mouvement féministe, fondé en 2003 par Fadela Amara. Né dans les quartiers populaires, le collectif dénonce les violences faites aux femmes, l'oppression patriarcale et l'inégalité des sexes, en particulier dans les cités. Ce documentaire met en lumière témoignages et archives du mouvement : marches, débats et libération de la parole. Hommage aux dynamiques d'émancipation nées de cette lutte, il soulève aussi les débats et critiques qui ont émergé autour du collectif. Si le mouvement a été salué pour avoir brisé le silence sur les violences sexistes, certains en ont en effet reproché une approche stigmatisante des quartiers populaires, souvent décrits comme plus enclins que d'autres aux violences sexistes. Des voix critiques pointent aussi l'instrumentalisation du mouvement pour justifier la mise en œuvre de politiques sécuritaires et l'émergence d'une forte stigmatisation politique de l'islam.

Pour voir le film en ligne :



RESSOURCES

Sociohistoire croisée des quatre vagues féministes et des médias

XIX^{ème} siècle - années 1960 :

L'ère des médias traditionnels, invisibilisation et stéréotypes

Les femmes sont souvent cantonnées à des rôles stéréotypés dans la presse écrite, la radio et les débuts de la télévision : mères, épouses, figures passives ou objets de désir. Le journalisme est largement masculin, avec peu de femmes journalistes ou éditrices. Les revendications des suffragettes (fin XIX^{ème} - début XX^{ème}) sont minimisées ou caricaturées dans les journaux. Les grandes figures féministes (Simone de Beauvoir, Virginia Woolf, etc.) trouvent davantage d'espace dans les cercles intellectuels que dans les médias grand public.

Années 1960 - 1980 :

L'émergence des médias féministes et la prise de conscience

La révolution féministe des années 1960-70 s'accompagne de la création de médias alternatifs féministes comme *Le Torchon brûle* en France (1971) ou *Ms. Magazine* aux États-Unis (1972). Ces médias dénoncent les violences faites aux femmes, les inégalités salariales, le patriarcat et le contrôle des corps féminins (avortement, contraception). Les médias généralistes commencent à inclure des reportages sur les luttes féministes, souvent de manière biaisée ou condescendante. Quelques femmes journalistes émergent, mais elles restent minoritaires dans les rédactions. Les violences faites aux femmes (VFF) commencent à être médiatisées, mais souvent sous l'angle du fait divers, sans dénonciation structurelle. Les affaires de viols collectifs ou de violences conjugales restent largement sous-couvertes.

Années 1990 - 2010 :

Médiatisation accrue, mais persistances des biais

Les questions féministes sont davantage traitées, notamment avec des femmes occupant des postes influents dans les rédactions. Les stéréotypes de genre continuent néanmoins d'imprégner la publicité, la fiction et les médias de masse. Des affaires emblématiques de violences contre les femmes obtiennent une visibilité accrue, comme l'affaire Marie Trintignant (2003) ou celle d'O. J. Simpson (1995). Cependant, le traitement médiatique met souvent l'accent sur le sensationnalisme. Les débuts d'Internet permettent aux collectifs féministes de diffuser leurs idées hors des canaux traditionnels. Les blogs féministes fleurissent, abordant des sujets variés comme la culture du viol, les discriminations intersectionnelles et le harcèlement de rue.



Fonds d'archives livres Picryl, Japon.

Années 2010 - aujourd'hui :

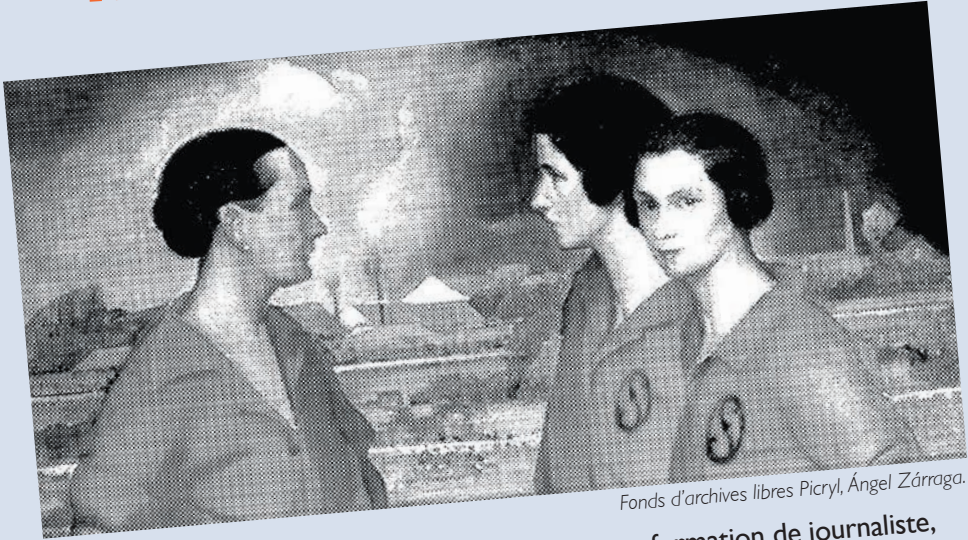
Explosion des réseaux sociaux et MeToo

Les réseaux sociaux (Twitter, Facebook, Instagram, TikTok) deviennent des outils majeurs pour les revendications féministes. Des hashtags comme #MeToo (2017), #BalanceTonPorc (2017), ou #NiUnaMenos (2015) permettent de briser le silence autour des VFF et de dénoncer les systèmes oppressifs. Des plateformes comme *Mediapart* ou *Buzzfeed* publient des enquêtes approfondies sur des affaires de harcèlement et d'agressions sexuelles. Des médias féministes émergent en ligne, comme *Les Glorieuses*, *Madmoizelle*, ou *Cheek Magazine*, qui abordent les questions de genre, de racisme, et de classe de manière intersectionnelle.

Les affaires Weinstein (2017), Epstein (2019), ou le procès de Johnny Depp et Amber Heard (2022) attirent une couverture mondiale. Si la médiatisation des VFF s'accroît, elle est souvent polarisée, avec une forte critique des féminismes sur certaines plateformes. L'essor des voix féministes dans les médias s'accompagne d'un retour de bâton marqué par l'antiféminisme, le masculinisme et les campagnes de cyberharcèlement.

Élodie Font, journaliste

« Nous avons besoin d'entendre



Fonds d'archives libres Picryl, Ángel Zárraga.

Élodie Font est journaliste, elle a réalisé le podcast *Coming In* en 2017 sur Arte radio, et a récemment publié l'essai *À nos désirs*, sur les relations sexoaffectives lesbiennes, chez *La Déferlante*.

Qu'est ce qui t'a donné envie d'être journaliste ?

Ça a commencé à partir du lycée, j'étais déjà très curieuse des gens. J'ai toujours été très intéressée par les histoires qu'on pouvait me raconter. Et il se trouve que j'avais aussi, moi aussi, envie de raconter des histoires.

Depuis ta formation de journaliste, comment tu regardes l'évolution de ton métier sur les questions féministes et LGBTQIA+ ?

Me concernant, il y a un avant et un après *Coming in*, le podcast que j'avais écrit pour ARTE Radio, sorti en mai 2017, six mois avant MeToo et qui traite d'une thématique LGBTQIA+, il y avait alors moins de contenus audio sur ces sujets. Ça faisait déjà quelques années que les mouvements féministes, notamment via les blogs, les réseaux sociaux ou les manifestations, reprenaient de l'ampleur. Donc je dirais que c'est à partir du milieu des années 2010 qu'il y a ce frémissement qui redémarre, et évidemment MeToo est un accélérateur de tout ça.

des histoires LGBTQIA+ »

Est-ce que tu dirais que les militantes féministes et/ou lesbiennes luttait davantage dans les années 1970 qu'aujourd'hui ?

Récemment, j'ai fait beaucoup de recherches d'archives. Quand on voit les magazines des années 1970-80, la lutte est partout présente. Dans les mouvements de lutte pour que le viol soit reconnu comme un délit, au milieu des années 1970, qu'on puisse aller devant la justice pour le combattre, il y a des articles et des affiches tout aussi militants qu'aujourd'hui.

Ce qui est compliqué, c'est qu'il y a eu ensuite un énorme *backlash* à la fin des années 1980-90. Dans les années 2000, on a eu l'impression de redémarrer quasiment de zéro, la transmission s'est peu faite. Je travaille actuellement sur les femmes qui ont milité, lutté, œuvré pour une égalité femme-homme : les premières femmes députées à travers une BD, mais aussi sur un projet écrit et audio autour des lesbiennes âgées.

Sur les questions lesbiennes et leur traitement médiatique, as-tu l'impression qu'on avance ?

J'ai toujours la sensation que d'un côté, oui, on a beaucoup plus de capacités à dire, à montrer; on a beaucoup plus d'espace médiatique et encore, en cherchant dans les archives, on se rend compte qu'il y avait des émissions autour de l'homosexualité

dans les années 1980 - par exemple, sur *Fréquence Gay*. En discutant avec Catherine Godard, qui a dirigé *Lesbia Magazine* pendant six ans, je lui ai demandé comment c'était possible qu'il n'y ait plus ce type de publications alors que, dans les études, nous sommes plus nombreuses aujourd'hui que dans les années 1980 à nous qualifier de lesbiennes. Elle m'a répondu : « *Vous n'êtes plus dans la survie, vous n'êtes plus dans l'urgence* ». C'était une autre époque : elles étaient toutes bénévoles pour faire tourner le magazine, en y passant des heures et des heures, des jours et des nuits.

As-tu parfois la sensation d'être plus identifiée comme lesbienne que comme journaliste ?

Oui. Mes interlocuteurs peuvent même craindre que je sois militante, un terme de plus en plus employé - et dévoyé. Parce que je parle d'homosexualité féminine, j'ai certains de mes employeurs qui m'ont déjà demandé si, désormais, je pouvais toujours interroger des personnes hétérosexuelles. La réponse est évidemment... oui - dois-je le préciser ? Quand j'ai étudié le journalisme, il y a plus de quinze ans, on nous enseignait la notion d'objectivité ; mais petit à petit, j'ai appris que l'objectivité telle qu'on nous la présente, ce « on » informe, représente la norme.

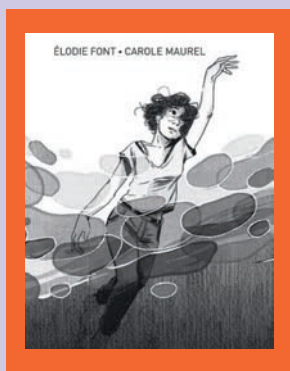
On incite les journalistes à se spécialiser, mais une fois qu'ils ou elles le sont, on peut les enfermer, les réduire à ce seul sujet. Après, ce n'est pas ce regard qui changera mon envie de raconter, encore et encore, les lesbiennes. J'ai envie de comprendre comment elles vivent, comment elles s'aiment, comment elles divorcent, comment elles vieillissent, où elles habitent. Souvent, on me dit que ce sont des sujets de niche. Mais nous sommes nombreuses à avoir besoin de ces récits !

Comment choisis-tu tes sujets ?

En quinze ans, je me suis transformée et le métier de journaliste également. Quand j'ai démarré, je n'étais pas publiquement « out », je ne mentionnais pas facilement mon orientation

sexuelle ; mais depuis l'écriture de *Coming in*, en 2017, et le nombre fou de messages reçus à sa diffusion, je me suis fait la promesse de toujours avoir en cours un projet LGBTQIA+. Un sujet en amène souvent un autre ; le bouche à oreilles également. On me parle d'initiatives, de personnalités, d'histoires. La question est aussi de savoir comment je finance ces réalisations. Le projet qui me tient à cœur, en ce moment, est un travail d'archives sur les personnes âgées lesbiennes. Je collecte, enregistre leurs paroles ; c'est passionnant, mais j'en ai pour au moins deux ans de travail. Comment financer ce genre de recherche ? Je le mènerai à terme de toute façon : notre mémoire commune le mérite amplement.

• Propos recueillis par Audrey Gondallier



Coming in,
version BD
chez Payot



Coming in,
le podcast
sur Arte radio



À nos désirs,
publié chez
La Déferlante



QUI CONTACTER EN CAS DE DISCRIMINATION ?

> Instagram : @queersparlonstravail.

Queers Parlons Travail propose des outils d'auto-défense et de réflexion autour du travail au sein des milieux queers.

Le saviez-vous ?

Les Gouines Rouges : à l'intersection du féminisme et de la libération homosexuelle

Avril 1971, Paris. Le Mouvement de Libération des Femmes (MLF) grandit, et un mois plus tôt naît le Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire (FHAR), porté par des militantes du MLF et des homosexuel·les.

C'est dans ce contexte que naissent les Gouines Rouges, un groupe militant revendiquant la visibilité lesbienne au sein des luttes féministes et homosexuelles.

Anne-Marie Gréolois, membre du groupe, affirme dans le numéro 12 du journal *Tout* : « Notre place est à l'intersection des mouvements qui libéreront les femmes et les homosexuels. Le pouvoir que nous revendiquons est celui de nous réaliser. » Le nom de « Gouines Rouges » vient d'un passant qui, lors d'une manifestation, leur lance cette apostrophe, qu'elles s'approprient fièrement.

Le groupe mène des actions directes, distribue des tracts à l'entrée des boîtes lesbiennes et intervient dans les assemblées générales du MLF avec des slogans percutants comme :

« Les lesbiennes, sont-elles des femmes ? »

Elles dénoncent l'invisibilisation des lesbiennes et l'imbrication des oppressions patriarcales et hétérosexuelles.

Leur engagement est radical, elles refusent

la honte et la stigmatisation imposées par la société et rejettent les discours normatifs sur l'homosexualité. L'une de leurs déclarations, publiée en



Fonds d'archives libres Picryl, Les Gouines Rouges.

novembre 1972 dans le premier numéro de la revue *Gulliver*, témoigne de leur sens de la subversion : « On nous a enfermées dans le silence. On nous a insultées parce que nous refusons de nous soumettre à la loi des phalocrates et des hétéroflcs. Nous sommes fondamentalement subversives. Nous sommes homosexuelles par choix de jouissance. »

Malgré des difficultés, le groupe laisse un héritage durable. Aujourd'hui encore, des associations féministes et lesbiennes poursuivent leur combat, réaffirmant l'importance de la visibilité et de la liberté des femmes.

IELS L'ONT FAIT

La fièvre des archives

Les archives queer et LGBTQIA+ jouent un rôle essentiel dans la préservation des histoires et des cultures des communautés marginalisées.

Sam Bourcier, sociologue et militant queer, insiste sur l'importance de préserver cette mémoire sans la normaliser au sein de cadres institutionnels qui pourraient en atténuer la portée contestataire. Il met en garde contre le risque d'un archivage aseptisé qui, en cherchant à institutionnaliser ces récits, pourrait effacer leur essence subversive et réduire la diversité des expériences queer.

Paola Bacchetta, professeure à Berkeley, introduit, elle, le concept de « re-présence » pour lutter contre l'invisibilisation des queers racisé·es dans les archives LGBTQIA+. Elle souligne la nécessité d'intégrer activement leurs récits dispersés afin d'éviter un effacement systémique de leurs vécus.

Ensemble, Bourcier et Bacchetta alertent sur le danger d'une mémoire collective biaisée par des structures de pouvoir qui perpétuent l'exclusion, notamment à travers le racisme, le colonialisme ou l'hétéronormativité. Iels plaident pour une réappropriation des archives en tant qu'outil de lutte et d'émancipation, garantissant que chaque voix queer, en particulier celles des minorités racisées, trouve sa place dans l'histoire collective. Envisagées comme des outils dynamiques de transformation sociale, ces archives doivent refléter la pluralité des expériences et des identités, en accordant une attention particulière aux voix souvent marginalisées au sein même de ces communautés.

DANS LE RÉTRO

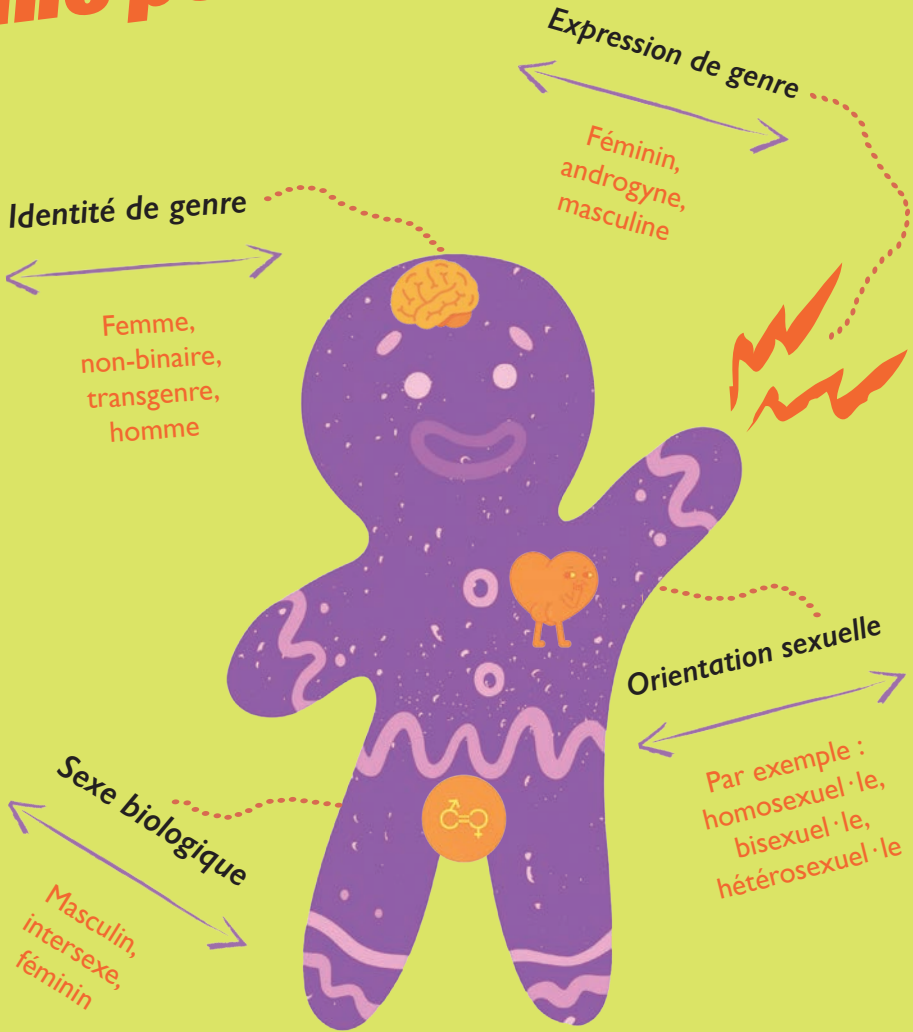
Lesbiennes d'Intérêt Général

La LIG – Lesbiennes d'Intérêt Général est un fonds de dotation à but non lucratif, géré bénévolement, créé en 2016 par huit cofondatrices lesbiennes. Son objectif principal est de financer et soutenir des projets conçus par et pour les lesbiennes, afin de promouvoir leur affirmation individuelle et collective.

L'idée de la LIG est née du constat d'un manque de financements dédiés aux initiatives spécifiquement lesbiennes. En effet, bien que les lesbiennes soient actives dans de nombreux combats, peu de ressources leur sont directement allouées pour mener à bien leurs projets. La LIG vise ainsi à combler ce vide. Depuis sa création, elle a déjà financé 54 projets, couvrant une grande diversité d'initiatives. La LIG fonctionne principalement grâce au soutien communautaire pour se faire connaître auprès de potentielles donatrices et porteuses de projets.

RESSOURCES

Dessine-moi une personne Gingembre !



Marion Pillas, revue *La Déferlante*

« Nous voulons aborder sans éviter »



Fonds d'archives livres Piryli, Annika Baude.

Fondée en 2021, la revue trimestrielle *La Déferlante* publie des récits de journalistes, d'auteur·rices, d'universitaires et d'activistes, pour décrypter les révolutions féministes et raconter les bouleversements de notre époque.

D'où est venue l'envie de créer *La Déferlante* ?

Lorsqu'on a imaginé *La Déferlante*, la nécessité à nos yeux c'était de créer un espace de rencontre et de réflexion autour des questions de genre dans une perspective intersectionnelle. On assistait à ce moment-là à une ébullition éditoriale féministe, avec l'émergence de podcasts comme *La Poudre* de Lauren Bastide, *Les Couilles sur la table* de Victoire Tuillon ou le

succès de l'essai *Sorcières* de Mona Chollet. On voulait créer une revue « boîte-à-outils » qui permette de décrypter les sujets de société sous un prisme féministe, en croisant les points de vue sans chercher à éviter les dissensions autour de certains enjeux, comme la question de la fin de vie ou ce qu'on doit faire des violeurs. À l'époque, il y avait peu d'offres de presse dans ce champ-là, si ce n'est *Causette* qui a fait un travail précurseur mais a cessé d'exister. Notre approche se voulait à 360° : une mise en perspective internationale, historique, mêlant sciences humaines et approche journalistique créative. L'attente éditoriale était forte puisque le premier numéro a été aussitôt réimprimé.

les sujets complexes les dissensions »

Qui faisait partie de l'équipe au départ ?

Au départ, nous étions quatre cofondatrices, Marie Barbier et Lucie Geoffroy qui venaient de la presse écrite, Emmanuelle Josse qui venait de l'édition et moi du documentaire. Nous avons aussitôt activé tout un réseau pour réfléchir à la direction artistique et créer un comité éditorial composé d'une quinzaine de personnes, non seulement des journalistes, mais aussi des universitaires et des militant·es de terrain. Ce comité se réunit toujours une fois par trimestre. C'est là qu'on décide des thèmes qu'on a envie d'aborder, que l'on propose des sujets, des angles possibles. C'est ce qui nous permet d'avoir une pluralité de points de vue avant de penser le sommaire. Si on veut s'adresser à toutes, cette diversité doit s'incarner au sein de la rédaction. Or, nous sommes toutes les quatre blanches, cis et issues de milieu bourgeois. On a donc vite compris qu'il fallait dépasser nos réseaux habituels et avoir une démarche active pour qu'il y ait davantage de personnes LGBTQIA+, de personnes racisées ou d'autres tranches d'âges et milieux sociaux que les nôtres qui fassent partie de l'équipe.

Quelle était la nécessité de passer par le papier ?

C'était très important pour nous de penser un objet capable de laisser une trace matérielle, en portant une attention particulière au graphisme et à l'iconographie. Nous nous sommes nourries d'esthétiques historiques des mouvements féministes tout en les mêlant à des idées contemporaines. Nous avons aussi mené une réflexion de fond sur la photographie et l'impact des images : comment la réenvisager sous un angle féministe, sans domination, en diversifiant les représentations au-delà des clichés, dans une logique de co-construction photographe/photographié·e.

Comment avez-vous inclus les nouveaux usages médiatiques dans votre stratégie de diffusion ?

Dès le départ, nous avons combiné la création de la revue à une newsletter bimensuelle, qui permettait d'annoncer des événements, d'orienter vers d'autres références. Elle est devenue hebdomadaire en 2024. Nous sommes aussi très actives sur les réseaux où l'on publie des formats courts, des citations, des vidéos, et nous avons aussi créé une maison d'édition. On pense donc le travail éditorial de manière transversale,

sur ces différents supports. Mais on a aussi conscience que l'ensemble de notre public n'est pas sur les réseaux, c'est aussi pour ça qu'on organise régulièrement des rencontres physiques.

Quelle place occupez-vous dans le paysage médiatique aujourd'hui ?

Dans le milieu féministe et de la presse indépendante, nous sommes bien identifiées et référencées. Même si rien n'est jamais acquis, on s'est installées durablement, avec un peu plus de 13 000 abonné·es. Le fait de travailler en lien avec la recherche contribue à donner une image sérieuse, l'idée d'un travail sourcé.

Qu'est-ce qui a changé dans le traitement médiatique des VSS depuis MeToo ?

Aujourd'hui, il existe tout un foisonnement de podcasts. *Mediapart* mène un énorme travail d'enquête, et ces sujets se sont peu à peu frayés un chemin dans certains médias traditionnels. Ce n'est pas un hasard si Laurène de Foucher a reçu le prix Albert Londres en 2024 pour son travail au *Monde* sur les VSS, notamment autour de l'affaire Mazan. Ça bouge. De nombreux médias ont eu recours à notre charte d'écriture inclusive. Les entreprises de presse doivent désormais former des référent·es sur les VHSS.

Nous avons commencé à nous former sur la communication non-violente, car aucun collectif, aussi féministe qu'il soit, n'est à l'abri de se retrouver confronté à ce genre de situations. C'est toujours un travail en cours.

On observe aussi un glissement réactionnaire de certains médias...

Les choses avancent lentement. L'usage d'un certain vocabulaire continue, dans certains discours médiatiques, à minimiser les violences sexistes et sexuelles : beaucoup parlent encore d'« abus » lorsqu'il s'agit de viol ou d'agression sexuelle par exemple. C'est d'ailleurs tout l'enjeu du livre *Préparez-vous pour la bagarre*, de Rose Lamy. Malheureusement, de plus en plus de médias à la solde de l'extrême droite bénéficient d'une forte audience et propagent des propos racistes et sexistes. Suite à la mort de Nahel Merzouk, nous avons été interpellées en tant que rédac chef par une partie de notre équipe qui nous a encouragées à nous positionner plus clairement sur les questions antiracistes. On s'est rendu compte que ça n'allait pas de soi, alors on s'est emparées du sujet des violences policières et du racisme. On s'est fait secouer et c'était super.

•Propos recueillis par Flora Beillouin



COMMENT DÉNONCER LE SEXISME DANS LES MÉDIAS ?

> *Pharos est le portail de signalement des contenus illicites sur Internet.*

> *Vous pouvez aussi alerter l'ARCOM sur un programme diffusé à la télévision, à la radio ou sur Internet.*

ELLES L'ONT FAIT

Éditer en féministes

Depuis 2019, le collectif Éditer en féministes œuvre à transformer en profondeur le monde de l'édition. Réunissant des maisons d'édition et des éditeur·rices engagé·es, il dénonce les inégalités et les stéréotypes sexistes qui imprègnent le secteur, tout en proposant des pratiques alternatives et militantes. Au cœur de leur démarche, une conviction : l'édition est un espace politique où se façonne l'imaginaire collectif. Invisibilisation des autrices, biais sexistes dans les récits, conditions de travail inégalitaires... Autant d'enjeux auxquels le collectif répond avec une charte éthique qui pose des principes clairs : valoriser les autrices et œuvres féministes, utiliser un langage inclusif, et promouvoir une représentation diversifiée des genres.

Le collectif agit sur plusieurs fronts : ateliers, formations sur les biais sexistes et débats sur les inégalités dans le secteur. Parallèlement, il soutient les éditeur·rices dans leurs démarches de publication et organise des collaborations avec librairies et associations. Éditer en féministes invite à réinventer l'édition comme un levier d'émancipation, refusant de voir les livres comme de simples marchandises.

https://www.instagram.com/collectif_editer_en_feministes/



DANS LE RÉTRO

Sauver le planning familial

Créé en 1956, le Planning Familial est un acteur clé des droits des femmes et de l'égalité. Né dans un contexte où contraception et avortement étaient illégaux, il a mené des luttes historiques pour permettre à chacun·e de disposer librement de son corps. Aujourd'hui, son rôle s'étend à la prévention des violences sexistes et sexuelles.

Avec son réseau de 70 associations locales, le Planning agit au plus près des besoins : interventions en milieu scolaire pour sensibiliser au consentement et à l'égalité, accompagnement des victimes de violences, distribution d'informations sur les droits sexuels, et formations pour les professionnel·les.

Ces actions ouvrent le dialogue sur des sujets tabous, déconstruisent les stéréotypes et offrent des espaces d'écoute bienveillante.

Mais cette mission est menacée. Les récentes coupes budgétaires fragilisent son fonctionnement, alors que la demande d'interventions ne cesse de croître.

La revue de presse des représentations sexistes du Planning familial :



RESSOURCES

Quizz sur les violences dans les médias

1. Comment la culture de l'urgence et de la compétitivité dans les rédactions peut-elle influencer les violences sexistes ?

- A. Elle diminue les tensions et réduit les comportements sexistes.
- B. Elle crée un environnement propice à la collaboration et au respect.
- C. Elle exacerbe les comportements sexistes en raison du stress et de la pression.

2. Selon des analyses, quel rôle jouent les stéréotypes de genre dans la répartition des tâches au sein des médias ?

- A. Ils conduisent à une assignation des femmes à des rôles moins valorisés.
- B. Ils favorisent l'égalité des chances entre hommes et femmes.
- C. Ils encouragent les femmes à occuper des postes de direction.

3. Quelle est l'une des conséquences de la sous-représentation des femmes aux postes de décision dans les médias ?

- A. Une diminution des violences sexistes.
- B. Une meilleure couverture des questions de genre.
- C. Une perpétuation des dynamiques de pouvoir favorisant les violences.

4. Comment la précarité de l'emploi dans le secteur médiatique affecte-t-elle la dénonciation des violences sexistes ?

- A. Elle n'a aucun impact sur la volonté de dénonciation.
- B. Elle garantit une protection accrue pour les dénonciateurs.
- C. Elle dissuade les victimes de signaler les abus par peur de perdre leur emploi.

5. Quel rôle joue la solidarité entre collègues dans la prévention des violences sexistes au sein des médias ?

- A. Elle n'a aucun impact sur la prévention des violences sexistes.
- B. Elle peut dissuader les auteurs potentiels et soutenir les victimes.
- C. Elle crée des divisions au sein de l'équipe.

sexistes et sexuelles en France

de la violence
sexuelle

de la violence
sexuelle

de la violence
sexuelle

de la violence
sexuelle

de la violence
sexuelle

de la violence
sexuelle

de la violence
sexuelle

de la violence
sexuelle

de la violence
sexuelle

5 - Réponse B Source : Collectif Prenons la Une et ses recommandations pour promouvoir une culture d'entraide dans les rédactions (2021).

4 - Réponse C Source : Rapport du Défenseur des droits sur les violences au travail (2021), incluant des témoignages du secteur des médias.

2 - Réponse A Source : Rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur l'égalité hommes-femmes dans les médias (2019).

5 - Réponse B Source : Collectif Prenons la Une et ses recommandations pour promouvoir une culture d'entraide dans les rédactions (2021).



Fonds d'archives libres Picryl, Bennett sisters boxing.

1 - Réponse C Source : Étude du collectif Prenons la Une (2021), qui analyse comment les conditions de travail précaires et stressantes dans les médias créent un terrain fertile pour les discriminations et violences.

RESSOURCES

Qui contacter ?



Numéros d'urgence

- Violences > 3919
- Enfance en danger > 119
- Viols > 08 00 05 95 95
- Planning familial > 08 00 08 11 11
- - - Des antennes locales existent !



Médias et culture

- Cellule d'écoute Audiens > 01 87 20 30 90
- MeTooMédias > temoignages@metoomedia.org
- Queer Parlons Travail > Instagram
- Signalement > Pharos + Arcom



Département

- La délégation régionale aux Droits des femmes et à l'Égalité (DRDFE)
- Le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF)
- Les bureaux et associations d'aide aux victimes (BAV)
- La police et la gendarmerie



Mineur-es

- L'aide sociale à l'enfance (ASE)
- La protection maternelle et infantile (PMI)
- La cellule de recueil des informations préoccupantes (CRIP)



S'inscrire à la formation

- Médias, genres et VHSS
- > La Fédération d'audiovisuel participatif (FAP)
- <https://www.lafap.net/>



À L'INITIATIVE DE CE LIVRE



Fonds d'archives livres Piry, Juliette Gordon.

EMl'Cycle

EMl'cycle est le réseau des acteur·rices de l'éducation aux médias, à l'information et à la liberté d'expression en région Hauts-de-France, coordonné par l'association CARMEN. Il recense et cartographie ces praticien·nes aux compétences diverses et organise des temps d'information, de sensibilisation et de prévention destinés aux publics jeunes et adultes. Le réseau propose également des ressources pédagogiques et des formations aux professionnel·les pour promouvoir une éducation aux médias inclusive et non discriminante. En 2023, le réseau propose avec la FAP la création d'une formation sur mesure « Genre, EMI et VHSS », dans le but d'outiller les professionnel·les dans leurs pratiques.

La Fédération nationale de l'Audiovisuel Participatif (FAP), fondée en 1989, œuvre pour l'appropriation des médias vidéo par les citoyen·nes. Elle regroupe environ 40 structures de production audiovisuelle et télévisions associatives. La FAP favorise l'expression citoyenne, le débat local, la création collective. Elle anime un réseau, développe des projets, propose des formations et transmet des savoir-faire pour promouvoir et développer l'EMI et l'audiovisuel participatif. En tant qu'actrice de l'éducation populaire, la FAP vise la transformation sociale et la démocratisation du savoir. Elle est certifiée Qualiopi pour ses actions de formation professionnelle et soutenue par le Ministère de la Culture pour ses actions en EMI.

La FAP



Fonds d'archives livres Piry, Bread and Roses strike.



www.emicycle.fr



www.audiovisuel-participatif.org



www.lafap.net



www.association-carmen.fr

AUTRICES

Flora Beillouin et Audrey Gondallier

DESIGN GRAPHIQUE

Flora Beillouin et Hervé Hermel

IMPRESSION

Pixels Avenue

www.pixelsavenue.com



**MINISTÈRE
DE LA CULTURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Région
Hauts-de-France**

Avec le soutien de :

- le Ministère de la Culture
- la Direction régionale des affaires culturelles Hauts-de-France
- la Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité Hauts-de-France
- la Délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports Hauts-de-France
- la Région Hauts-de-France



ELLES

WOLVENT

ROUETTE